

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 2 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS GATARD (Monbrico)

9 avenue de Paris
79320 Moncoutant-Sur-Sèvre

Références : 0100302758/2025/ 371
Code AIOT : 0100302758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement SAS GATARD (Monbrico) implanté 9 avenue de Paris 79320 Moncoutant-sur-Sèvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS GATARD (Monbrico)
- 9 avenue de Paris 79320 Moncoutant-sur-Sèvre
- Code AIOT : 0100302758
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS Gatard exploite des installations de stockage de produits pétroliers et de chargement de véhicules citernes sur la commune de Moncoutant-sur-Sèvre.

Les installations du site ont fait l'objet d'un récépissé de déclaration n° 1455/93 en date du 26/11/1993 au titre de la rubrique 253 (dépôts de liquides inflammables) et de la rubrique 261 bis (installations de remplissage de liquides inflammables). Le site n'a pas fait l'objet de déclaration de changement d'exploitant, ni de demande de bénéfice de l'antériorité suite à la modification des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|----------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Situation administrative | Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 1 de l'annexe I | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 2 | Dossier « installation classée » | Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 1.4 de l'annexe I | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective | 2 mois |
| 3 | État des volumes stockés | Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.5 de l'annexe I | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective | 7 jours |
| 4 | Cuvette de rétention | Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.7.2 de l'annexe II | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, | 1 mois |
| 5 | Réseau de collecte | Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.2 de l'annexe I | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 6 | Contrôle périodique | Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 1.1.2 de l'annexe I | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 7 | Entretien – Exploitation | Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.7 de l'annexe I | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative du site nécessite une mise à jour (changement d'exploitant, demande d'antériorité, modifications effectuées sur le site au regard du récépissé de déclaration de 1993).

L'exploitant doit s'assurer de maintenir régulièrement son dossier ICPE à jour, notamment au regard des activités réellement menées sur le site et en cas d'évolutions réglementaires. Il doit mettre en œuvre les dispositions en vigueur des arrêtés ministériels auxquels sont soumises ses installations en particulier celles relatives :

- à la vérification périodique des installations par un organisme agréé,
- à l'entretien et au suivi des installations (dont rétention et réseau de collecte) et des équipements (dont matériels de lutte contre l'incendie).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 1 de l'annexe I |
| Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales |
| Prescription contrôlée : [...] 1.2. Modifications Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration. [...] 1.6. Changement d'exploitant Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. [...] |
| Constats : L'exploitant dispose du récépissé de déclaration de son installation référencé 1455/93 en date du 26 novembre 1993. Le récépissé est au nom de la société Boussonnière et porte sur la déclaration d'un réservoir aérien de fioul de 40 m ³ et d'un débit de chargement/déchargement de 10 m ³ /h. Les rubriques visées par le récépissé sont : - n° 253 - Liquides inflammables (dépôts de) ; - n° 261 bis - Liquides inflammables (installations de remplissage ou de distribution). L'exploitant indique que la société a changé de nom mais que le numéro de SIRET n'a pas changé. D'après les informations disponibles sur le site https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/ , l'entreprise individuelle Boussonnière dispose du Siret n° 62731190500012, celui de la SAS Gatard est le n° 38391664000048. Conformément à l'article R.512-68 du Code de l'environnement, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. À noter que les rubriques 253 et 261 bis ont été supprimées respectivement par décret n° 99-1220 du 28/12/1999 et décret n° 93-1412 du 29/12/1993. L'activité de stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution relève actuellement de la rubrique 4734 qui dispose d'un arrêté ministériel de prescriptions générales du 22/12/2008 pour les installations classées soumises à déclaration. Les installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C relèvent actuellement de la rubrique 1434 qui dispose d'un arrêté ministériel de prescriptions générales du 19/12/2008 pour les installations classées soumises à déclaration. |

En application de la nomenclature des installations classées, l'installation existante est donc soumise aux deux rubriques suivantes :

- **n°4734 - Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution.** Pour les autres stockages (type cuve aérienne), si la quantité totale de produits susceptibles d'être présente est supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t, l'installation est soumise à déclaration avec contrôle périodique par un organisme agréé,

- **n°1434 - Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).** Si l'installation de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles dispose d'un débit entre 5 et 100 m³/h, l'installation est soumise à déclaration avec contrôle périodique par un organisme agréé.

Suite à la demande de l'inspectrice indiquant qu'elle a constaté à son arrivée deux cuves installées sur le secteur situé à gauche en entrant dans le parking, l'exploitant confirme qu'en 1993, ce sont bien deux cuves, à simple paroi, qui ont été mises en place sur un bac de rétention en béton. Il précise qu'il n'y a pas eu de modification de l'installation depuis cette date. D'après l'exploitant, ce sont deux cuves de 30 m³, l'une stockant du fioul domestique et l'autre du Gazole Non Routier (GNR), soit une capacité totale maximale de 52,8 t. Il n'est pas certain du volume de stockage et projette d'opérer un volumétrage.

Le jour de la visite, la pompe de chargement présente sur le camion-citerne de la société Gatard stationné à côté de la cuvette indique une capacité maximale de pompage de 40 m³/h.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède sous un mois à la régularisation administrative de son site en effectuant les téléprocédures sur le site internet <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920> (en rappelant son numéro d'AIOT 0100302758) dans l'ordre des démarches suivantes :

1. une déclaration de changement d'exploitant,
2. une déclaration du bénéfice des droits acquis pour les rubriques 253 et 261 bis supprimées par décrets et remplacées par les rubriques 4734 et 1434 puis,
3. une modification des quantité/débit déclarés, le cas échéant, au titre de ces mêmes rubriques en précisant la quantité maximale et/ou le débit maximal susceptibles d'être mis en œuvre.

L'exploitant prend connaissance et se conforme aux dispositions des arrêtés ministériels en vigueur applicables à ses installations :

- arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511,

- arrêté du 19 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dossier « installation classée »

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 1.4 de l'annexe I |
| Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour des plans |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : [...] - les plans tenus à jour, y compris le plan des réseaux d'eau internes ; Ces plans font figurer les dates de constructions, notamment des rétentions et des stockages couverts ; [...] |
| Constats : L'exploitant présente un plan sur lequel figurent ces deux cuves, établi le 20 novembre 2011 dans le cadre d'un projet d'extension du magasin. Ces deux cuves sont également mentionnées sur le plan d'évacuation affiché dans la partie magasin du site. Ces deux cuves figurent sur le plan établi le 20 novembre 2011 dans le cadre d'un projet d'extension du magasin. En revanche, les deux cuves ne figurent pas sur le plan destiné aux pompiers. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour les plans de son site, en particulier le plan des réseaux (cf point de contrôle n° 5), le plan d'intervention à destination des services de secours. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 3 : État des volumes stockés

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.5 de l'annexe I |
| Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état, ainsi que les documents prévus au point 3.3 de la présente annexe sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique. |
| Constats : À la demande de l'inspection, l'exploitant présente son état des stocks sous format papier : - 32 400 l de FOD (Fuel Oil Domestique), soit 25,6 t de produits inflammables ; - 13 000 l de GNR, soit 10,4 t de produits inflammables. Soit un total de 45,5 m ³ (36 tonnes pour une densité de 0,8). |

| |
|---|
| <p>L'exploitant indique qu'il remplit son état des stocks à chaque livraison entrante et sortante.</p> <p>La quantité totale de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution présente le jour de l'inspection (45,5 m³) est supérieure à celle déclarée et mentionnée (40 m³) dans le récépissé de déclaration susvisé (cf point de contrôle n° 1).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit respecter la quantité maximale déclarée et mentionnée à son récépissé de déclaration. Le cas échéant, il modifie la quantité déclarée au titre de la rubrique 4734 (cf point de contrôle n° 1).</p> <p>Par ailleurs, suite au constat de la présence de bouteilles de gaz à proximité immédiate des stockages de liquides inflammables, l'exploitant peut utilement, afin d'éviter les effets dominos entre ces deux stockages, éloigner les bouteilles de gaz des stockages de liquides inflammables.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 7 jours</p> |

N° 4 : Cuvette de rétention

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.7.2 de l'annexe II</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>[...]</p> <p>B.-La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir.</p> <p>C.-[...]</p> <p>-En cas de rétention locale, le dispositif d'obturation, s'il existe, est maintenu fermé,</p> <p>D.-[...] Ces dispositifs :</p> <p>-peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'eaux irisées dans la cuvette de rétention des deux stockages aériens, - d'un dispositif d'obturation maintenu fermé mais non manœuvrable depuis l'extérieur de la cuvette de rétention et fuyard, provoquant un écoulement à l'extérieur de la cuve, sur le parking, - de différents éléments (plaques métalliques, tuyau en caoutchouc, bouteilles de gaz) qui sont stockés à l'intérieur même de la cuvette de rétention. |

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise des travaux permettant l'étanchéité totale de la cuve de rétention aux produits qu'elle peut contenir, en particulier il équipe la rétention d'un dispositif d'obturation étanche manœuvrable depuis l'extérieur.

L'exploitant maintient en tout temps la cuvette de rétention vide et nettoyée pour que les capacités de rétention soient disponibles en permanence en enlevant tout matériel que ce soit dans la cuvette de rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.2 de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte

Prescription contrôlée :

Pour les stockages hors bâtiment, le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

[...]

Les liquides susceptibles d'être pollués sont collectés et traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique ou sont éliminés dans une installation dûment autorisée.

Constats :

L'exploitant n'a pas présenté à l'inspection des installations classées de plan de réseau de collecte des eaux résiduaires et pluviales (cf point de contrôle n° 2).

L'inspection des installations classées constate la présence d'eaux irisées dans la cuvette de rétention des deux stockages aériens, ainsi qu'un écoulement à l'extérieur de la cuve, sur le parking (cf point de contrôle n° 3).

L'exploitant indique que l'entretien extérieur des deux cuves a été réalisé il y a une quinzaine de jours au karcher avec usage d'un anti-mousse, et que les eaux souillées ont été évacuées dans le réseau d'eaux pluviales, sans vérification de la qualité des eaux rejetées. Il n'existe pas de convention de rejet avec la commune de Moncoutant-sur-Sèvre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à la collecte et au traitement des liquides susceptibles d'être pollués au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique ou par élimination dans une filière de traitement dûment autorisée.

Il conserve les justificatifs d'élimination.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 6 : Contrôle périodique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 1.1.2 de l'annexe I |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. [...] L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir fait réaliser de contrôle périodique de son installation, notamment au titre de la rubrique 4734. L'installation étant également déclarée au titre de la rubrique 1434, à ce titre, elle doit aussi faire l'objet d'un contrôle périodique conformément au point 1.1.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire procéder aux contrôles périodiques par un organisme agréé au titre des rubriques 1434 et 4734 et transmet dès réception les rapports de vérification à l'inspection des installations classées.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 7 : Moyens de secours contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.2 de l'annexe I |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des équipements |
| Prescription contrôlée : [...] Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. [...] |
| Constats : L'inspection des installations classées constate que la dernière vérification des deux extincteurs fixés sur la cuvette de rétention date de mars 2023. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se conforme aux dispositions d'entretien périodique des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie en faisant procéder à leur vérification. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la copie de son registre sur lequel figurent les dates de ces vérifications périodiques. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |